Rôle de la séance publique du 22 mai 2025 à 9h30

Président : Monsieur Rey-Bèthbéder
Assesseurs : Monsieur Lafon et Madame Fougères
Greffier : Monsieur Kinach

Rapporteure publique : Mme Restino

01) N° 250035		Rapporteur : M. Rey-Bèthbéder
Demandeur	ETABLISSEMENT D'HEBERGEMENT POUR PERSONNES AGEES DEPENDANTES DE MONTREAL DE L'AUDE	SELAS D'AVOCATS ATCM DARNET GENDRE ATTAL PELLEGRY
Défendeur	M. Pierre C. SOCIETE B. SOCIETE M. FRERES SOCIETE SOCOTEC CONSTRUCTION SOCIETE ARCHITECTURE V. & Z.	ADONNE AVOCATS SCP BENE
Autres parties	SOCIETE OMNIUM TECHNIQUE D'ETUDES DE LA CONSTRUCTION ET L'EQUIPEMENT EN LANGUEDOC ROUSS. SOCIETE RAVALEMENT 2000 SOCIETE COLAS FRANCE SOCIETE F. R. P. Me CLEMENT Pierre-Jean	

L'établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes de Montréal de l'Aude demande à la cour :
1°) de rectifier l'article 13 de l'arrêt n° 22TL21723 du 5 novembre 2024 par lequel la cour administrative d'appel de Toulouse a statué sur sa demande présentée au titre de l'article L. 761-1 du code de justice administrative, comme suit : « Article 13 : M. C. et la société d'architecture V. et Z., la société d'exploitation B., la société M. Frères et la société Socotec construction verseront chacun à l'établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes de Montréal de l'Aude une somme de 1 000 euros sur le fondement de l'article L. 761-1 du code de justice administrative. ».

Rapporteuse publique : Mme Restino

02) N° 2301575

Rapporteur : M. Lafon

Demandeur	M. Philippe C.	SCP ALCADE ET ASSOCIES
Défendeur	DIRCOFI OCCITANIE	

M. Philippe C. demande à la cour :

- 1°) d'annuler le jugement n° 2103722 du 19 juin 2023 du tribunal administratif de Montpellier en tant qu'il a, après avoir constaté un non-lieu à statuer, à concurrence de la somme de 4 070 euros, sur sa demande tendant à la décharge des cotisations supplémentaires d'impôt sur le revenu, de contribution exceptionnelle sur les hauts revenus et de prélèvements sociaux mises à sa charge au titre de l'année 2015, rejeté le surplus des conclusions de sa requête ;
- 2°) de prononcer la décharge des impositions contestées ;
- 3°) de mettre à la charge de l'Etat la somme de 3 000 euros au titre de l'article L. 761-1 du code de justice administrative.

03) N° 2302476

Rapporteur : M. Lafon

Demandeur	Mme Sophie K.	Me LAPORTE
Défendeur	PREFET DE L'HERAULT	

Mme Sophie K. demande à la cour :

- 1°) d'annuler le jugement n° 2302945 du 22 septembre 2023 par lequel le tribunal administratif de Montpellier a rejeté sa demande tendant à l'annulation de l'arrêté du 5 mai 2023 par lequel le préfet de l'Hérault a refusé de lui délivrer un titre de séjour, l'a obligée à quitter le territoire français dans un délai de trente jours et a fixé le pays de destination ;
- 2°) d'annuler l'arrêté du préfet de l'Hérault du 5 mai 2023 ;
- 3°) d'enjoindre au préfet de l'Hérault de lui délivrer une carte de séjour temporaire avec mention « étudiant » ou « vie privée et familiale », à titre subsidiaire de réexaminer sa situation, dans un délai de quinze jours à compter de la notification de la décision à intervenir, sous astreinte de 150 euros par jour de retard ;
- 4°) de mettre à la charge de l'Etat la somme de 1 200 euros en application de l'article L. 761-1 du code de justice administrative.

04) N° 2301068

Rapporteur : M. Lafon

Demandeur	M. Patrick C. Mme Marie Yvonne C.	Me LUCIANI Me LUCIANI
Défendeur	DIRCOFI OCCITANIE	

M. et Mme Patrick et Marie-Yvonne C. demandent à la cour :

- 1°) d'annuler le jugement rendu par le tribunal administratif de Nîmes le 24 mars 2023 sous le n° 1924385 en tant qu'il a rejeté leur demande tendant la décharge des cotisations supplémentaires d'impôt sur le revenu, de contribution exceptionnelle sur les hauts revenus et des prélèvements sociaux auxquelles ils ont été assujettis au titre des années 2011 et 2012 ;
- 2°) de prononcer la décharge totale des impositions contestées ;
- 3°) de mettre à la charge de l'Etat la somme de 30 000 euros au titre de l'article L. 761-1 du code de justice administrative.

Rapporteuse publique : Mme Restino

05) N° 2301449

Rapporteur : M. Lafon

Demandeur M. Séfiane T.

Me SADEK

Défendeur PREFET DE LA HAUTE-GARONNE

M. Séfiane T. demande à la cour :

1°) d'annuler le jugement n°2200505 du 30 novembre 2022 par lequel le tribunal administratif de Toulouse a rejeté sa demande tendant à l'annulation de l'arrêté du 10 décembre 2021 par lequel le préfet de la Haute-Garonne a rejeté sa demande de titre de séjour, l'a obligé à quitter le territoire français dans un délai de trente jours et a fixé le pays de destination de la mesure d'éloignement ;

2°) d'annuler l'arrêté du préfet de la Haute-Garonne du 10 décembre 2021 ;

3°) d'enjoindre au préfet de la Haute-Garonne de lui délivrer un titre de séjour d'un an avec mention "vie privée et familiale" sous astreinte de 200 euros par jour à compter de la notification de la décision à intervenir, à titre subsidiaire, de procéder au réexamen de sa situation et de lui délivrer une autorisation provisoire de séjour l'autorisant à travailler ;

4°) de mettre à la charge de l'Etat la somme de 1 500 euros en application de l'article L. 761-1 du code de justice administrative et de l'article 37 de la loi du 10 juillet 1991.

06) N° 2301935

Rapporteur : M. Lafon

Demandeur Mme Fatma H.

Me SADEK

Défendeur PREFET DE LA HAUTE-GARONNE

Mme Fatma H. demande à la cour :

1°) d'annuler le jugement n° 2206198 du 26 mai 2023 par lequel le tribunal administratif de Toulouse a rejeté sa demande tendant à l'annulation de l'arrêté du 20 mai 2022 par lequel le préfet de la Haute-Garonne a refusé de lui délivrer un titre de séjour, l'a obligée à quitter le territoire français dans un délai de trente jours et a fixé le pays de destination ;

2°) d'annuler l'arrêté du préfet de la Haute-Garonne du 20 mai 2022 ;

3°) d'enjoindre au préfet de la Haute-Garonne de lui délivrer un titre de séjour d'un an au titre de ses liens familiaux et de son état de santé ;

4°) de mettre à la charge de l'Etat le paiement d'une somme de 1 500 euros à Me Saliha Sadek en application de l'article L. 761-1 du code de justice administrative et de l'article 37 de la loi du 10 juillet 1991.

Arrêté le 29 avril 2025.

Le président de la cour,

Jean-François Moutte

Rôle de la séance publique du 22 mai 2025 à 10h00

Président : Monsieur Rey-Bèthbéder
Assesseurs : Monsieur Lafon et Madame Fougères
Greffier : Monsieur Kinach

Rapporteure publique : Mme Restino

01) N° 2301304	Rapporteure : Mme Fougères	
Demandeur	COMMUNE DE COLLIOURE	SELARL PARME AVOCATS
Défendeur	COMMUNAUTÉ DE COMMUNES ALBÈRES CÔTE VERMEILLE ILLIBÉRIS	SCP GURY & MAITRE

La commune de Collioure demande à la cour :

1°) d'annuler le jugement n° 2105876 du 4 avril 2023 par lequel le tribunal administratif de Montpellier a rejeté sa demande tendant à la condamnation de la communauté de communes Albères Côte Vermeille Illibéris à lui verser la somme de 130 576 euros correspondant aux frais qu'elle a réellement engagés pour assurer l'exécution des prestations de collecte des déchets encombrants, corbeilles à papiers et déchets verts, non compensés par les compensations versées pour l'année 2020, à titre subsidiaire, à ce que soit prononcée la résiliation des conventions conclues avec la communauté de communes Albères Côte Vermeille Illibéris ;

2°) à titre principal, de condamner la communauté de communes Albères Côte Vermeille Illibéris à lui verser la somme de 130 576 euros, à parfaire, correspondant aux frais qu'elle a engagés pour assurer l'exécution des prestations de collecte des déchets encombrants, corbeilles papiers et déchets verts, non compensés par les compensations versées pour l'année 2020,

3°) à titre subsidiaire, d'annuler les conventions conclues avec la communauté de communes Albères Côte Vermeille Illibéris ;

4°) en tout état de cause, de mettre à la charge de la communauté de communes Albères Côte Vermeille Illibéris une somme de 3 000 euros conformément à l'article L.761-1 du code de justice administrative.

Rapporteuse publique : Mme Restino

02) N° 2302662

Rapporteuse : Mme Fougères

Demandeur	M. Madibaba S.	MASAROTTO ANOUCHKA
Défendeur	PREFET DU TARN	

M. Madibaba S. demande à la cour :

1°) d'annuler le jugement n° 2301934 du 19 octobre 2023 par lequel le tribunal administratif de Toulouse a rejeté sa demande tendant à l'annulation de l'arrêté du 8 mars 2023 par lequel le préfet du Tarn a refusé de lui délivrer un titre de séjour, lui a fait obligation de quitter le territoire français dans le délai de trente jours et a fixé le pays de destination ;

2°) d'annuler l'arrêté du préfet du Tarn du 8 mars 2023 dans toutes ses dispositions ;

3°) d'enjoindre au préfet du Tarn de lui délivrer un titre de séjour temporaire portant la mention « vie privée et familiale » et, dans l'attente, de lui délivrer une autorisation provisoire de séjour ou, à défaut, de procéder au réexamen de sa situation dans un délai de quinze jours et sous astreinte de 100 euros par jour de retard passé un délai de quinze jours suivant la notification de la décision à intervenir ;

4°) de mettre à la charge de l'Etat le paiement d'une somme de 1 500 euros à Me Anouchka Masarotto au titre des articles 37 de la loi du 10 juillet 1991, ou, en cas de sa non admission à l'aide juridictionnelle, à son profit au titre de l'article L. 761-1 du code de justice administrative.

03) N° 2301671

Rapporteuse : Mme Fougères

Demandeur	MINISTRE DE L'ECONOMIE, DES FINANCES ET DE LA SOUVERAINETE INDUSTRIELLE ET NUMERIQUE	
Défendeur	SOCIETE OFFICE EXPERTS	Me BOUBAL

Le ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique demande à la cour :

1°) d'annuler le jugement rendu par le tribunal administratif de Toulouse le 4 avril 2023 sous le n° 2003230 en tant qu'il a déchargé la société Office Experts des rappels de taxe sur la valeur ajoutée mis à sa charge au titre de la période du 3 juin 2013 au 31 décembre 2014 ainsi que des pénalités correspondantes et mis à la charge de l'Etat la somme de 1 500 euros au titre de l'article L. 761-1 du code de justice administrative ;

2°) de rétablir la société Office experts à la taxe sur la valeur ajoutée auxquels elle avait été assujettie au titre de la période du 3 juin 2013 au 31 décembre 2014 à hauteur des montants de 6 138 euros en droits et 2 834 euros en pénalités.

04) N° 2301672

Rapporteuse : Mme Fougères

Demandeur	MINISTRE DE L'ECONOMIE, DES FINANCES ET DE LA SOUVERAINETE INDUSTRIELLE ET NUMERIQUE	
Défendeur	M. Gérard M.	Me BOUBAL

Le ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique demande à la cour :

1) ° d'annuler le jugement rendu par le tribunal administratif de Toulouse le 4 avril 2023 sous le n° 2003229 en tant qu'il a déchargé M. Gérard M. des cotisations supplémentaires d'impôt sur le revenu et de contributions sociales mises à sa charge au titre des années 2013 et 2014, à raison de la distribution occulte de bénéficiaires au sens du c de l'article 111 du code général des impôts retenue à tort par l'administration fiscale, et mis à la charge de l'Etat la somme de 1 000 euros au titre de l'article L. 761-1 du code de justice administrative ;

2°) de rétablir M. M. à l'impôt sur le revenu et aux prélèvements sociaux auquel il avait été assujetti au titre de l'année 2013 à hauteur des montants de 23 294 euros en droits et 11 519 euros en pénalités.

08) N° 2301680

Rapporteure : Mme Fougères

Demandeur MINISTRE DE L'ECONOMIE, DES FINANCES
 ET DE LA SOUVERAINETE INDUSTRIELLE
 ET NUMERIQUE

Défendeur M. David M.

Me BOUBAL

Le ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique demande à la cour :

1°) d'annuler le jugement rendu par le tribunal administratif de Toulouse le 4 avril 2023 sous le n° 2003232 en tant qu'il a déchargé M. David M. des cotisations supplémentaires d'impôt sur le revenu et des contributions sociales auxquels il a été assujetti au titre des années 2013 et 2014, à raison de la distribution occulte de bénéfices au sens du c de l'article 111 du code général des impôts retenue à tort par l'administration fiscale, et mis à la charge de l'Etat une somme de 1 000 euros au titre de l'article L. 761-1 du code de justice administrative ;

2°) de rétablir M. M. à l'impôt sur le revenu et aux prélèvements sociaux auxquels il avait été assujetti au titre des années 2013 et 2014 à hauteur des montants de 21 216 euros en droits et 10 491 euros en pénalités.

Arrêté le 29 avril 2025.

Le président de la cour,

Jean-François Moutte

Rôle de la séance publique du 22 mai 2025 à 11h00

Président : Monsieur Rey-Béthbéder
Assesseures : Madame Fougères et Madame Chalbos
Greffier : Monsieur Kinach

Rapporteure publique : Mme Restino

01) N° 2301308 **Rapporteure : Mme Chalbos**

Demandeur	SOCIETE FRIGOVIN	Me BOUILLOT SEBAN ET ASSOCIES
Défendeur	ÉTABLISSEMENT NATIONAL DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER - FRANCEAGRIMER	

La société Frigovin, venant aux droits de la société la Compagnie des Vins B, demande à la cour :

1°) d'annuler le jugement n° 2104047 du 6 avril 2023 par lequel le tribunal administratif de Montpellier a rejeté la demande de la Compagnie des Vins B tendant, d'une part, à l'annulation des décisions du 30 avril 2021 et du 3 juin 2021 par lesquelles le directeur de l'établissement national des produits de l'agriculture et de la mer (FranceAgriMer) l'a informée du versement d'une aide de 200 000 euros en exécution du contrat de distillation notifié le 8 septembre 2020, d'autre part, à la condamnation de FranceAgriMer à lui verser la somme de 36 081,04 euros correspondant au montant complémentaire de l'aide notifié le 8 septembre 2020, à défaut, à lui verser la somme globale de 42 081,04 euros à titre de réparation du préjudice qu'elle estime avoir subi ;

2°) d'annuler la décision de FranceAgriMer en date du 30 avril 2021 ainsi que la décision du 3 juin 2021 rejetant son recours gracieux ;

3°) de condamner FranceAgriMer à lui verser le montant de l'aide correspondant au volume de vins notifié le 8 septembre 2020 et effectivement livré, soit la somme de 36 081,04 euros, ou une indemnité du même montant ;

3°) de mettre à la charge de FranceAgriMer la somme de 5 000 euros au titre de l'article L. 761-1 du code de justice administrative.

02) N° 2302231 **Rapporteure : Mme Chalbos**

Demandeur	SOCIETE INSTITUT COOPERATIF DU VIN	Me QUENTIN
Défendeur	DIRCOFI OCCITANIE	

La société civile Institut Coopératif du Vin demande à la cour :

1°) d'annuler le jugement n°2103911 du 3 juillet 2023 par lequel le tribunal administratif de Montpellier a rejeté sa demande tendant à la restitution de la somme de 58 483 euros au titre du crédit d'impôt recherche et du crédit d'impôt innovation à raison des dépenses engagées en 2016 ;

2°) de prononcer la restitution des créances de crédit d'impôt recherche et de crédit d'impôt innovation au titre des dépenses engagées en 2016, pour des montants respectifs de 46 335 euros et 12 148 euros ;

3°) de mettre à la charge de l'Etat la somme de 3 000 euros en application de l'article L. 761-1 du code de justice administrative.

Rôle de la séance publique du 22 mai 2025 à 11h30

Président : Monsieur Rey-Bèthbéder
Assesseures : Madame Fougères et Madame Chalbos
Greffier : Monsieur Kinach

Rapporteure publique : Mme Restino

01) N° 2301444 Rapporteur : M. Rey-Bèthbéder

Demandeur	SOCIETE R. ENTREPRISE	ANDRE ANDRE & ASSOCIES - AVOCATS
Défendeur	DIRCOFI OCCITANIE	

La SARL R. Entreprise demande à la cour :

- 1°) d'annuler le jugement n°s 2100221, 2201589 du 17 avril 2023 par lequel le tribunal administratif de Montpellier a rejeté sa demande tendant à la décharge des rappels de taxe sur la valeur ajoutée qui lui ont été réclamés au titre de la période du 1^{er} janvier 2015 au 28 février 2018 ;
- 2°) de prononcer la décharge des rappels de taxe sur la valeur ajoutée contestés ;
- 3°) de mettre à la charge de l'Etat la somme de 5 000 euros en application de l'article L. 761-1 du code de justice administrative.

02) N° 2300889 Rapporteur : M. Rey-Bèthbéder

Demandeur	SOCIETE L'INIMITABLE	Me MOT
Défendeur	DIRCOFI OCCITANIE	

La société L'Inimitable demande à la cour :

- 1°) d'annuler le jugement n° 2026388 du 13 février 2022 par lequel le tribunal administratif de Montpellier a rejeté sa demande tendant à la décharge des cotisations supplémentaires d'impôt sur les sociétés auxquelles elle a été assujettie au titre des exercices clos les 31 décembre 2014 et 2015, ainsi que la décharge des rappels de taxe sur la valeur ajoutée mis à sa charge au titre de la période courant du 1^{er} mars 2014 au 31 décembre 2015 ;
- 2°) de prononcer la décharge totale des impositions et pénalités contestées ;
- 3°) de mettre à la charge de l'Etat une somme de 4 000 euros en application de l'article L. 761-1 du code de justice administrative.

03) N° 2300890

Rapporteur : M. Rey-Bèthbéder

Demandeur M. Walid B.

Me MOT

Défendeur DIRCOFI OCCITANIE

M. Walid B. demande à la cour :

1°) d'annuler le jugement n° 2026390 du 13 février 2022 par lequel le tribunal administratif de Montpellier a rejeté sa demande tendant à la décharge de l'amende qui lui a été infligée sur le fondement de l'article 1759 du code général des impôts, au titre de l'année 2015 ;

2°) de prononcer la décharge de l'amende pour défaut de désignation des bénéficiaires de revenus distribués qui lui a été infligée au titre de l'année 2015 ;

3°) de mettre à la charge de l'Etat une somme de 4 000 euros sur le fondement de l'article L. 761-1 du code de justice administrative.

Arrêté le 29 avril 2025.

Le président de la cour.

Jean-François Moutte